

De laureaat die zijn aanwezigheid op een aanvullend onderhoud bevestigt en die twee keer na elkaar, zonder voorafgaand verwittigd te hebben, niet verschijnt, komt niet meer in aanmerking voor een dergelijk onderhoud binnen de 6 maanden na de datum van het tweede opeenvolgende verslag waarin staat dat hij afwezig was. Hij zal niet langer, tijdens dezelfde periode en aan het einde van die periode, zolang hij het verzoek om opnieuw aan dezelfde selectie te mogen deelnemen niet indient, als laureaat in de zin van alinea 1 worden meegeteld.”;

4° er wordt een § 4 toegevoegd, die als volgt luidt:

“§ 4. Bij gebrek aan een geschikte kandidaat kunnen arbeidsovereenkomsten worden gesloten met toepassing van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen voor openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren.

Op dezelfde contractuele basis kan ook worden voorzien in elke nieuwe functie met hetzelfde functieprofiel die onder dezelfde geografische omstandigheden moet worden vervuld binnen zes maanden na de datum van het proces-verbaal, waarin wordt geconcludeerd dat er geen geschikte kandidaat is. ».

Art. 8. In artikel 23, § 2, tweede alinea, van hetzelfde besluit, worden de woorden “van één jaar” vervangen door de woorden “van 3, 6, 9 of 12 maanden”.

Art. 9. De vergelijkende wervingsexamens waarvoor vóór de inwerkingtreding van dit besluit een oproep tot kandidaten is gebeurd, blijven onderworpen aan de bepalingen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing waren.

Art. 10. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 2019.

De Minister-President bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14682]

8 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, l'article 23 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;

Vu le test genre » du 13 décembre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 décembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2019 ;

Vu le protocole de négociation du 28 février 2019 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-medico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu le protocole de négociation du 28 février 2019 du Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné ;

Vu le protocole de consultation des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire du 15 mars 2019 conformément à l'article 7, § 2, du décret du 30 avril 2009 portant sur les associations de parents d'élèves et les organisations représentatives d'associations de parents d'élèves en Communauté française;

Vu l'avis n° 65.842/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret du 14 mars 2019 visant à renforcer l'accrochage scolaire des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4 ne répondant plus à la définition de l'élève régulier, et portant diverses mesures en matière d'inscription tardive, de signalation, de fréquentation des cours, et de dispense de certains cours ;

Considérant la suppression de la dérogation à l'obligation d'avoir suivi effectivement et assidûment les cours et activités d'une année d'études déterminée, prévue par le décret du 14 mars 2019 susvisé ;

Considérant que certaines situations dans la scolarité d'un élève ne sont pas liées à un décrochage scolaire et doivent par conséquent être appréhendées autrement ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1^{er}, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, à l'article 9, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un nouveau § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. - Sont considérées comme des absences justifiées les demi-jours durant lesquels :

1° l'élève a été placé dans une institution relevant du secteur de l'Aide à la jeunesse ou de la Santé avant son inscription en cours d'année scolaire dans un établissement d'enseignement obligatoire, à condition qu'il produise une attestation indiquant qu'il a répondu à l'obligation scolaire pour cette période ;

2° l'élève a suivi une formation en alternance organisée par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises (IFAPME), par le Service Formation P.M.E créé au sein des Services de la Commission communautaire française (SFPME), ou par un opérateur de formation assimilé en Région flamande, avant son inscription en cours d'année scolaire dans l'enseignement de plein exercice ;

3° l'élève a été inscrit en enseignement à domicile avant son inscription en cours d'année scolaire dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

4° l'élève a été inscrit dans l'enseignement supérieur ou l'enseignement de promotion sociale, avant son inscription en cours d'année scolaire dans un établissement d'enseignement obligatoire organisé ou subventionné par la Communauté française ;

5° l'élève a été inscrit dans une forme d'enseignement, section, ou orientation d'études appartenant à une année d'études dans laquelle il n'aurait pas dû être inscrit, avant son inscription en cours d'année scolaire dans l'année d'études pour laquelle il remplit les conditions d'admission pour être considéré comme élève régulier ;

6° l'élève a été exclu de son établissement avant d'être inscrit en cours d'année scolaire dans un autre établissement d'enseignement obligatoire.

Les demi-jours d'absence accumulés entre le dernier jour de fréquentation d'un établissement visé au 1°, 2°, ou 4°, ou le dernier jour de suivi d'un enseignement à domicile, et le jour de l'inscription effective de l'élève dans sa nouvelle école, ne sont pas considérés comme des absences justifiées. » ;

2° il est inséré un nouveau § 2ter, rédigé comme suit :

« § 2ter. - L'élève inscrit dans un établissement d'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice en cours d'année scolaire, dans le respect des conditions d'admission, est considéré en absence justifiée pour la période précédant l'inscription, à condition qu'il produise une attestation de fréquentation indiquant qu'il a répondu à l'obligation scolaire durant cette période.

Est également considéré en absence justifiée, l'élève qui s'inscrit en cours d'année scolaire dans une année d'études pour laquelle il ne répondait pas aux conditions d'admission en début d'année scolaire. Une attestation de fréquentation est délivrée à l'élève pour la période jusqu'à laquelle il a fréquenté une autre année d'études.

Les demi-jours d'absence accumulés entre la date de l'attestation de fréquentation visée à l'alinéa 1^{er} ou 2, et le jour de l'inscription effective de l'élève dans sa nouvelle école ou son retour dans son établissement, ne sont pas considérés comme des absences justifiées. » ;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « , au § 2bis et au § 2ter, » sont insérés entre les mots « définis au § 1^{er} » et les mots « sont laissés à l'appréciation ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Art. 3. Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/14682]

8 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, artikel 23;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

Gelet op de "gendertest" van 13 december 2018, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede alinea, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2019;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 28 februari 2019 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die door de Regering worden erkend;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 28 februari 2019 van het Comité sector IX, van het Comité voor de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten - afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het protocol van 15 maart 2019 waarbij werd vastgesteld dat de organisaties die de ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau vertegenwoordigen, werden geraadpleegd overeenkomstig artikel 7, § 2, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de verenigingen van ouders van leerlingen en de representatieve organisaties van verenigingen van ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op advies nr. 65.842/2 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste alinea, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 14 maart 2019 tot versteviging van de schoolherinschakeling van leerlingen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 die niet meer beantwoorden aan de definitie van regelmatige leerling, en houdende diverse maatregelen inzake laattijdige inschrijving, melding, schoolbezoek en vrijstelling van bepaalde cursussen;

Gelet op de schrapping van de afwijking van de verplichting om de cursussen en activiteiten van een bepaald studiejaar effectief en regelmatig te hebben gevolgd, zoals voorzien in het voormelde decreet van 14 maart 2019;

Overwegende dat bepaalde situaties in het onderwijs van een leerling niet samenhangen met voortijdig schoolverlaten en daarom op een andere manier moeten worden benaderd;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, wordt aan artikel 9, de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Er wordt een nieuw niveau § 2bis ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 2bis. - Worden beschouwd als gewettigde afwezigheden de halve dagen waarin:

1° de leerling geplaatst is in een instelling die behoort tot de sector hulpverlening aan de jeugd of gezondheid voordat hij zich tijdens het schooljaar had ingeschreven in een inrichting voor leerplichtonderwijs, op voorwaarde dat hij/zij een getuigschrift voorlegt waaruit blijkt dat hij/zij heeft voldaan aan de verplichting om naar school te gaan voor die periode;

2° de leerling een alternerende opleiding heeft gevolgd die georganiseerd wordt door het Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kmo's (IFAPME), door de Dienst Opleiding van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen (SFPME), opgericht binnen de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie, of door een gelijkaardige opleidingsverstrekker in het Vlaams Gewest, vóór zijn inschrijving in de loop van het schooljaar in het onderwijs met volledig leerplan;

3° de leerling ingeschreven werd in het thuisonderwijs alvorens zich tijdens het schooljaar in te schrijven in een inrichting die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;

4° de leerling ingeschreven werd in het hoger onderwijs of het onderwijs voor sociale promotie, alvorens zich tijdens het schooljaar in te schrijven in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichting voor leerplichtonderwijs;

5° de leerling ingeschreven werd in een vorm van onderwijs, afdeling of studierichting waarin hij of zij niet had mogen worden ingeschreven, vóór zijn of haar inschrijving in de loop van het schooljaar in het studiejaar waarvoor hij voldoet aan de toelatingsvoorwaarden om als regelmatige leerling te worden beschouwd;

6° de leerling van zijn of haar school uitgesloten werd voordat hij of zij in de loop van het schooljaar in een andere inrichting voor leerplichtonderwijs werd ingeschreven.

Halve dagen afwezigheid, opgeteld tussen de laatste dag van aanwezigheid in een inrichting bedoeld in 1°, 2° of 4°, of de laatste dag van het thuisonderwijs, en de dag van de daadwerkelijke inschrijving van de leerling in zijn nieuwe school, worden niet als gewettigde afwezigheid beschouwd.”;

2° Er wordt een nieuw § 2ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2ter. - Een leerling die in de loop van het schooljaar is ingeschreven in een inrichting voor gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan, met inachtneming van de toelatingsvoorwaarden, wordt beschouwd als gewettigd afwezig in de periode voorafgaand aan de inschrijving, op voorwaarde dat hij/zij een aanwezigheidsbewijs kan voorleggen waaruit blijkt dat hij/zij heeft voldaan aan zijn/haar schoolplicht tijdens deze periode.

Wordt ook beschouwd als gewettigd afwezig, de leerling die zich tijdens het schooljaar inschrijft in een studiejaar waarvoor hij of zij aan het begin van het schooljaar niet aan de toelatingsvoorwaarden voldeed. De leerling krijgt een bewijs van aanwezigheid voor de periode tot wanneer hij of zij een ander studiejaar heeft gevolgd.

De halve dagen afwezigheid die zijn verzameld tussen de datum van het in het eerste lid of het tweede lid bedoelde bewijs van aanwezigheid en de effectieve inschrijvingsdatum van de leerling in zijn nieuwe school of zijn terugkeer naar zijn inrichting, worden niet als gewettigde afwezigheden beschouwd. »;

3° In § 3, eerste lid, worden de woorden “in § 2bis en in § 2ter,” ingevoegd tussen de woorden “omschreven in § 1” en de woorden “worden aan de beoordeling overgelaten”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14661]

22 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant le plan de formation relatif au volet inter-réseaux de la formation initiale des directeurs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, l'article 12, remplacé par le décret du 14 mars 2019 ;

Vu la proposition formulée par l'Institut de la formation en cours de carrière le 4 mars 2019;

Vu le test genre réalisé le 15 mars 2019 ;

Vu le protocole de négociation du 4 avril 2019 au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu le protocole de négociation du 4 avril 2019 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'avis n° 66.022/2 du Conseil d'État, donné le 13 mai 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement de promotion sociale et de la Ministre de l'Éducation chargés de l'Enseignement obligatoire et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le plan de formation relatif au volet inter-réseaux de la formation initiale des directeurs est établi en annexe.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2007 déterminant le plan de formation relatif au volet commun à l'ensemble des réseaux de la formation des directeurs est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Art. 4. Les Ministres qui ont l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement obligatoire et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS